

IMPACTS DE LA COVID-19 SUR L'ÉCONOMIE MÉTROPOLITAINE

Parallèlement à l'élaboration d'un nouveau plan métropolitain de développement économique, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) prépare un plan de relance économique pour l'après Covid-19. Le plan de relance visera à assurer une reprise rapide des activités économiques dans le Grand Montréal et à alimenter les sources de croissance permettant de renforcer l'économie et l'emploi à plus long terme. La Communauté a mis sur pied un comité de relance qui pilotera ces travaux en étroite collaboration avec la commission du développement économique, des équipements métropolitains et des finances et les deux paliers de gouvernement. Afin de cadrer ces travaux, la CMM a réalisé une analyse d'impact de la pandémie sur l'économie métropolitaine dans son ensemble et recense les obstacles à une reprise rapide.

SOMMAIRE

La Covid-19 devrait susciter une contraction prononcée mais temporaire de l'économie du Grand Montréal au deuxième trimestre. La distanciation sociale (confinements à la maison et fermetures d'établissements) requise pour éviter l'infection et réduire la mortalité freinera l'activité économique en immobilisant surtout les secteurs où le contact personnel est le plus prononcé : commerces de détail, services personnels, transport de passagers (aérien et en commun surtout). Les emplois de bureaux, qui peuvent de plus en plus être réalisés en télétravail, seront moins affectés. Une récession mondiale, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et les difficultés fiscales de certains pays européens freineront la demande externe et les secteurs économiques, comme la fabrication et le tourisme, qui en dépendent.

LA COVID-19

La Covid-19 a été signalée le 31 décembre 2019 et une pandémie a été déclarée le 11 mars 2020. Comme la plupart des pays occidentaux, le Québec est au stade initial de la pandémie, lorsque les infections ne sont pas nombreuses, mais augmentent de manière exponentielle. Les grandes villes sont le premier foyer de la maladie : le Grand Montréal (ici les régions administratives de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie) compte pour plus de 70 % des

cas diagnostiqués jusqu'à présent dans la province. On ne sait pas encore quelle sera l'étendue de la pandémie. À la suite de mesures draconiennes d'isolement social, la Chine, qui est le foyer initial de la pandémie, est en train de la contrôler, mais, dans le reste du monde, le nombre de cas continue d'augmenter de manière exponentielle. Le 13 mars 2020, le gouvernement du Québec a déclaré l'état d'urgence sanitaire et a ordonné de réduire au minimum l'ensemble des services et activités qui ne sont pas prioritaires, du 25 mars au 13 avril 2020.

LES ÉTUDES DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES PANDÉMIES

Plusieurs études ont modélisé l'impact économique des pandémies, de la grippe espagnole sévère de 1918 aux éclosons plus faibles de 1957 et 1968, au SRAS de 2003 et à la H1N1 de 2009. Elles font des hypothèses sur la part de la population qui est infectée, la part des personnes infectées qui meurent, la baisse de la consommation, des investissements, du commerce international et de la population active. L'impact peut être estimé pour un pays spécifique ou pour l'économie mondiale. Comme le montre l'exemple du tableau ci-contre, la perte économique peut équivaloir à moins de 1 % du PIB la première année, dans le cas d'une pandémie légère, à plus de 5 % dans celui d'une pandémie très sévère. Le recul de la première année est presque entièrement rattrapé l'année suivante. En fait, plusieurs pandémies n'ont duré qu'un trimestre et ont été suivies par une relance économique rapide en V.

Impact d'une pandémie de grippe mondiale sur le PIB du Canada selon sa sévérité la première année

Sévérité de la pandémie	Hypothèses			Résultats Perte de PIB au Canada la 1 ^e année
	Taux d'infection ¹	Taux de létalité ²	Taux de mortalité ³	
Légère	30%	0,03%	0,01%	-0,7%
Modérée	30%	0,33%	0,10%	-1,5%
Sévère	30%	1,63%	0,49%	-3,1%
Ultra	30%	3,30%	0,99%	-5,7%

1. Part de la population qui est infectée.

2. Part des malades qui meurt.

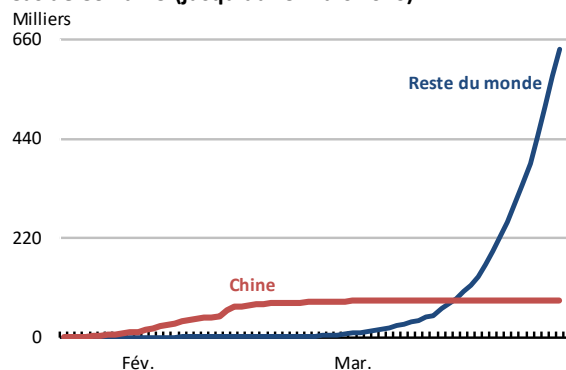
3. Part de la population qui meurt.

Source : McKibbin W. J., et Sidorenko A. 2006. *Global Macroeconomic Consequences of Pandemic Influenza*.

Lowy Institute for International Policy, Sydney, Australia.

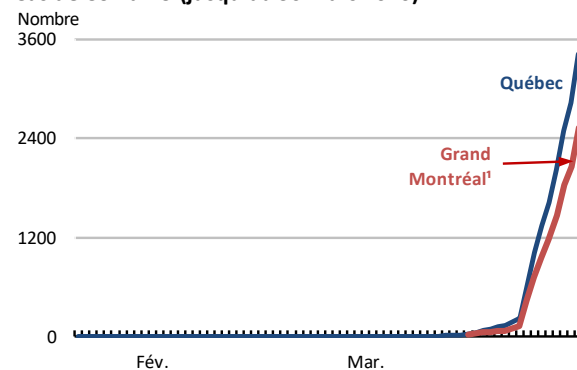
La Covid-19 se transmet au moins aussi facilement que la grippe saisonnière et on évalue présentement son taux de létalité à 3,3 %. Selon le pays et le contrôle de l'infection qu'il parvient à accomplir, le taux peut varier de 0,5 % (Corée du Sud) à 5 % (Italie). On peut en déduire des ordres de grandeur possibles de la pandémie et de son impact macroéconomique. Bien contrôlée, la Covid-19 serait une pandémie modérée et réduirait le PIB de 1,5 % ; mal contrôlée, elle deviendrait une pandémie sévère ou très sévère et, en plus des pertes de vie humaines (pouvant atteindre jusqu'à 40 000 décès dans le Grand Montréal), elle grèverait l'économie de 3 à 6 % du PIB.

Cas de Covid-19 (jusqu'au 29 mars 2020)



Source : Johns Hopkins University Center for Systems Science and Engineering.

Cas de Covid-19 (jusqu'au 30 mars 2020)



1. Régions administratives de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie.
Source : Directions de santé publique du Québec, compilation par l'INSPQ.

POLITIQUE NÉCESSAIRE DE DISTANCIATION SOCIALE

Les évaluations scientifiques passées supposent que la capacité des autorités publiques à limiter l'étendue de l'infection sera aussi limitée que lors des pandémies passées. Or, ce n'est pas ce qui se produit face à la Covid-19. De nombreux gouvernements, dont celui du Québec

et d'une majorité de provinces canadiennes, ont pris les mesures de distanciation sociale recommandées pour ralentir l'infection —aplatir la courbe— et réduire la mortalité, suscitant à court terme une forte contraction des ventes, de l'emploi et des liquidités des entreprises. Avec le gouvernement du Canada, ils ont en parallèle adopté d'amples mesures politiques proactives afin d'éviter une profonde récession. La réduction du PIB provient surtout de la baisse de la demande que causent les politiques publiques de distanciation et non de l'effet de la pandémie sur la santé des travailleurs.

Plusieurs conjoncturistes ont donc modifié en profondeur leurs prévisions économiques depuis la mi-mars. Les prévisions diffusées après le 17 mars montrent une récession pendant la première moitié de l'année, avec une contraction sévère du PIB canadien au deuxième trimestre, allant de -10 % à -25 %. L'OCDE a évalué l'impact initial de la fermeture des activités au Canada à 23 % du PIB.

L'économie devrait amorcer son rebond pendant le deuxième semestre. Cependant, de fortes mises à pied réduiront l'emploi au deuxième trimestre (de 4,9 % selon la seule prévision de l'emploi émise après le 17 mars). Ces mises à pied sont vues comme temporaires, de sorte que, en moyenne annuelle, l'emploi baisse de 0,2 % seulement. Le recul annuel du PIB varie de -1 % à -4,2 %.

LA COVID-19 ET L'ÉCONOMIE DU GRAND MONTRÉAL

Comme l'indicateur qui est le plus suivi à l'échelle métropolitaine est l'emploi, on a tenté d'évaluer l'impact qu'aura la Covid-19 sur l'emploi du Grand Montréal. Pour le faire, on s'est basé sur le cas réel d'une économie métropolitaine soumise à une pandémie. On a utilisé l'évolution de l'emploi par secteur économique à Hong Kong pendant l'épidémie du SRAS de 2003 en ajustant les estimés de manière ad hoc lorsque les situations semblaient différer significativement. Dans les deux cas, SRAS et Covid-19, l'impact économique de la pandémie est un choc à la demande. À Hong Kong, le taux de létalité élevé du SRAS (environ 15 %) a causé des craintes élevées et des comportements de distanciation similaires, bien que moins étendus, à ceux que le gouvernement du Québec a ordonné.

Variation du PIB réel et de l'emploi Prévisions récentes

Indicateur et organisme de prévision	Date de diffusion	Variation (%)						
		Québec		Canada				
		2020	20T2	2020	20T1	20T2	20T3	20T4
PIB réel								
Banque TD	25-27 mars	-3,9		-4,2	-4,4	-24,8	9,9	8,7
Aviseo Conseil	24 mars	-3,7	-14,7					
CIBC	23 mars	0,0		-2,6	-1,7	-18,4	5,9	7,3
Banque Scotia	20 mars	-1,8		-2,2	-1,3	-10,7	-3,4	4,6
BMO	20 mars	-0,7		-1,0	-2,5	-10,0	7,5	4,5
Emploi								
Banque Scotia	20 mars	0,1		-0,2				
BMO	20 mars			-0,2	-0,2	-4,9	2,6	1,6

Compilation : CMM, 29 mars 2020.

SCÉNARIO DE BASE : UNE CHUTE FORTE, MAIS COURTE, DE L'EMPLOI

Comme plusieurs autres prévisions, un choc prononcé mais temporaire est prévu au second trimestre, suivi d'une relance rapide. On s'attend à ce que la distanciation actuelle fasse chuter l'emploi du Grand Montréal de 4,8 % au deuxième trimestre 2020, mais réussisse à ralentir rapidement la transmission du virus. Un rebond de l'emploi suivrait pendant la deuxième moitié de l'année de sorte que la baisse annuelle atteindrait seulement 0,8 %.

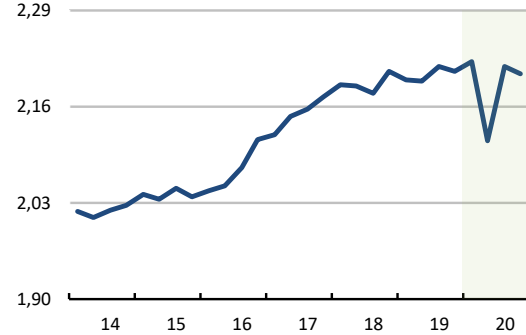
Les dépenses de consommation subiront la plus forte contraction : - 34 % au Canada selon l'OCDE. La distanciation sociale frappera les services qui requièrent un contact personnel direct. Ils représentent presque 30 % de l'emploi du Grand Montréal. Leurs effectifs pourraient diminuer de près de 10 % au deuxième trimestre. Le commerce de détail, le transport de personnes (en particulier les transporteurs aériens), les services immobiliers, les arts et spectacles et les soins personnels sont les secteurs les plus durement touchés car les consommateurs évitent magasins, restaurants, cinémas, théâtres, salles de concert, stades, musées et annulent les voyages. Les visiteurs se faisant rares, le taux d'occupation des hôtels et le tarif des chambres devraient chuter. Les compagnies aériennes ont annulé un grand nombre de vols : Air Canada et Air Transat ont annoncé des mises à pied techniques, pouvant affecter jusqu'à la moitié de leur personnel.

La majorité des dépenses seront déplacées dans le temps, de sorte que, une fois levée la directive de maintien à domicile, l'emploi regagnera rapidement le terrain perdu. Le recul pour l'ensemble de l'année ne devrait se limiter qu'à 3,0 %.

L'emploi de bureaux englobe les services financiers, professionnels, le soutien à la gestion et les industries de l'information. Il ne chutera pas car une forte part des tâches sera réalisée par les employés en télétravail. Cependant, le recul des investissements privés et de la production industrielle affaiblira les services à la production sur l'ensemble de l'année. L'emploi de bureau reculera de 3 % en moyenne annuelle en 2020.

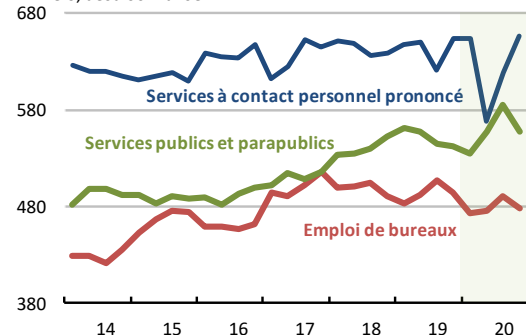
Le secteur public et parapublic soutiendra l'emploi. Non seulement tous les gouvernements adopteront des programmes pour soutenir les ménages et les entreprises, mais leurs effectifs seront maintenus. La demande de soins de santé sera aigüe pendant la pandémie. Même fermées, la plupart des institutions d'enseignement conserveront leur personnel. L'emploi pourrait grimper de 4,3 % au deuxième trimestre et de 1,2 % dans l'ensemble de l'année.

Emploi dans la région métropolitaine de Montréal
Millions, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Prévision (en grisé) : CMM, 29 mars 2020.

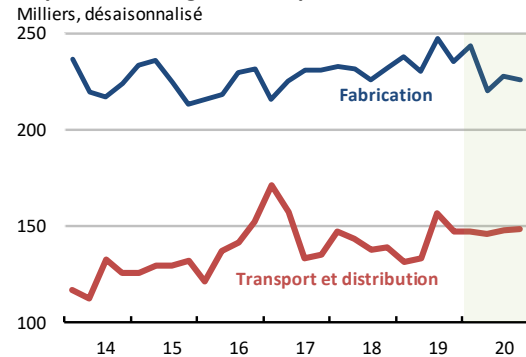
Emploi dans la région métropolitaine de Montréal
Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Prévision (en grisé) : CMM, 29 mars 2020.

La fabrication, qui donnait des signes de relance depuis un an et demi, sera affaiblie à moyen terme par la récession qui embrasse la majorité des pays industrialisés et la perturbation des chaînes d’approvisionnement mondiales. La récession devrait être plus prononcée hors du Canada, en particulier dans la zone Euro, qui sera en plus fragilisée par les difficultés fiscales des pays sud-européens. L’emploi manufacturier devrait diminuer de 3,6 % en 2020 et demeurer faible à moyen terme. Une demande mondiale faible réduira non seulement les exportations du Grand Montréal, mais aussi les investissements étrangers et le nombre de touristes.

Emploi dans la région métropolitaine de Montréal



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Prévision (en grisé) : CMM, 29 mars 2020.

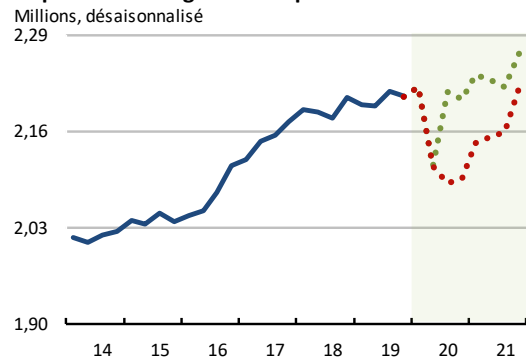
L’industrie aéronautique, qui est la première exportatrice du Grand Montréal, subira de plein fouet l’arrêt du transport en avion, qui a forcé les transporteurs aériens à immobiliser leurs avions et à sabrer dans leurs plans d’immobilisations. Bien qu’une part de la demande insatisfaite de transport aérien se soit déplacée vers les jets d’affaires, la baisse des profits des entreprises réduira la demande de jets d’affaires. De plus, comme la production d’un avion est fragmentée à travers le monde, l’industrie aéronautique sera perturbée par les fermetures de frontières que peut susciter la Covid-19.

Le désir d’éviter la contagion accélèrera le déplacement vers le commerce en ligne. En appliquant leurs mesures de distanciation, les gouvernements tâcheront de ne pas inhiber la circulation de marchandises. Ceci stimulera l’embauche dans le transport et la distribution de biens pendant la première moitié, pour une croissance annuelle de l’emploi de 3,8 % en 2020.

SCÉNARIO ALTERNATIF : RISQUES À LA BAISSÉ ÉLEVÉS

Cela dit, les risques à la baisse sont élevés. Au stade initial où elle se trouve dans le Grand Montréal, l’issue de la pandémie demeure incertaine. Le contrôle effectif de la contagion pourrait prendre quelques mois de plus avant que la vie économique ne reprenne son cours normal. Il est également possible que, même matée dans un premier temps, la pandémie revienne dans une seconde vague, ce qui ralentirait davantage la croissance. Par ailleurs, certains de nos principaux partenaires commerciaux, comme les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, ont adopté leurs mesures de distanciation sociale plus tard dans l’évolution de la pandémie sur leur territoire, ce qui pourrait freiner la demande externe sur une plus longue période.

Emploi dans la région métropolitaine de Montréal



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Prévision (en grisé) : CMM, 29 mars 2020.

Si ces dangers venaient à se réaliser, l’emploi dans le Grand Montréal demeurerait léthargique au troisième trimestre et la relance ne serait entamée que graduellement au quatrième trimestre. L’emploi chuterait alors de 3,5 % en 2020. Il ne retrouverait donc la croissance qu’en 2021, mais on pourrait s’attendre à ce que celle-ci soit alors très forte.

UNE INTERVENTION MAJEURE DES POUVOIRS PUBLICS

L'augmentation des dépenses publiques et l'assouplissement des conditions monétaires atténueront l'impact de la pandémie. Le gouvernement du Canada a annoncé le 13, le 18 et le 27 mars un plan d'intervention économique qui vise à stabiliser l'économie, dont le coût est estimé à plus de 200 milliards de dollars. Les mesures envisagées comprennent :

- une subvention salariale aux petites entreprises au taux maximal de 75 %;
- un soutien aux entreprises canadiennes par l'intermédiaire du Compte du Canada, qui est administré par Exportation et développement Canada;
- des conditions plus souples pour produire les déclarations de revenus;
- un accès au crédit pour les entreprises de plus de 10 milliards;
- un soutien envers la liquidité du marché financier.

L'action fédérale est complétée par une aide du gouvernement du Québec pour soutenir les entreprises par le biais de prêts et de garanties de prêts. Les mesures annoncées comprennent :

- le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises;
- l'assouplissement des modalités de prêts déjà consentis par Investissement Québec;
- l'harmonisation, convenue entre Revenu Québec et l'Agence du revenu du Canada, des pratiques et dates limites pour produire les déclarations de revenus, payer les soldes dus, verser les acomptes provisionnels et effectuer les retraits obligatoires des FERR;
- un programme d'aide temporaire aux travailleurs s'ils ne sont ni indemnisés par leur employeur ou une assurance privée ni couverts par les programmes gouvernementaux (dont l'assurance-emploi);
- par les sociétés parapubliques, la suspension par Hydro-Québec des frais pour factures impayées, l'assouplissement par la CNESST des délais que doivent respecter employeurs et employés.

Par ailleurs, la Caisse de dépôt et placement du Québec a rendu disponible une enveloppe de 4 milliards de dollars pour offrir des liquidités aux entreprises qui présentent des perspectives de croissance prometteuses.

Enfin, la Banque du Canada a réduit son taux directeur de 150 points de base depuis le 4 mars, lancé un programme d'assouplissement quantitatif et annoncé plusieurs programmes pour soutenir le crédit aux consommateurs et aux entreprises, y compris l'achat de prêts hypothécaires assurés auprès d'institutions financières qui fourniront des prêts supplémentaires aux entreprises et aux ménages.

CONCLUSION : UNE BAISSÉ D'ACTIVITÉ IMPORTANTE MAIS CONTRÔLÉE

Une part de la baisse d'activité au deuxième trimestre se traduira par un déplacement dans le temps. Plusieurs dépenses privées rebondiront lorsque la Covid-19 sera maîtrisée. Les consommateurs pourront compenser la réduction de leur consommation en augmentant

ultérieurement leurs dépenses. Bien que la consommation intérieure puisse changer rapidement une fois la confiance retrouvée, le retour des voyageurs et des investisseurs étrangers pourra cependant prendre plus de temps.

Les entreprises entrent cependant dans une période de perturbations extraordinaires, et certaines n'auront d'autre choix que de fermer définitivement leurs portes pendant la crise. Les nombreuses mesures mises en place par les gouvernements permettent de penser que cette implication de la pandémie aura un ordre de grandeur limité. D'autres difficultés surviendront au cours des prochains mois pour les entreprises, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre : certaines qui auront fait des mises à pied pourraient avoir du mal à retrouver leur main-d'œuvre qualifiée. Les mesures gouvernementales viennent aussi en partie atténuer cet impact. Enfin, certaines entreprises auront vu leur chaîne d'approvisionnement bouleversée et des contrats seront annulés pendant la crise. Elles pourraient avoir du mal à retrouver leur vitesse de croisière au cours des mois suivant le retour à la normale sur le plan sanitaire. Il s'agit-là du principal risque au retour rapide à la croissance.

Emploi désaisonnalisé par secteur économique dans la RMR de Montréal Taux de variation (%)

Secteur économique	Taux de croissance par rapport au trimestre précédent					2020p
	19T4	20T1p	20T2p	20T3p	20T4p	
Ensemble des industries, désaisonnalisé	-0,3	0,6	-4,8	4,7	-0,4	-0,8
Fabrication	-4,7	3,4	-9,7	3,5	-0,9	-3,6
Transport et distribution de marchandises	-5,9	0,0	-1,1	1,6	0,4	3,8
Services à contact personnel prononcé	5,3	-0,1	-13,2	8,9	6,2	-3,0
Emploi de bureau	-2,4	-4,2	0,6	3,0	-2,6	-3,0
Services publics et parapublics	-0,5	-1,5	4,3	5,0	-4,8	1,3

p. Préviation.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Préviation : CMM, 29 mars 2020.

Le tableau sera mis à jour selon le besoin.

Emploi non désaisonnalisé par secteur économique dans la RMR de Montréal Taux de variation (%)

Secteur économique	Taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année dernière					2020p
	19T4	20T1p	20T2p	20T3p	20T4p	
Ensemble des industries	1,0	1,1	-3,7	0,0	-0,1	-0,8
Fabrication	1,4	2,4	-4,4	-7,9	-4,2	-3,6
Transport et distribution de marchandises	6,0	12,1	9,5	-5,4	0,9	3,8
Commerce de gros	2,8	12,5	7,7	-10,4	-1,6	1,3
Transport par camion et messageries	12,7	11,5	13,0	4,8	5,6	8,6
Services à contact personnel prononcé	2,4	0,9	-12,7	-0,5	0,4	-3,0
Commerce de détail	10,5	7,5	-10,5	4,6	2,3	0,8
Transport de personnes	9,2	5,4	-16,1	2,2	-1,4	-2,8
Immobilier et location	-3,5	-13,6	-13,2	8,3	-1,2	-5,8
Arts, spectacles et loisirs	-11,9	-21,7	-29,6	-13,4	9,8	-14,7
Hébergement et restauration	-3,0	13,9	-0,5	-3,8	-1,8	1,5
Autres services à la consommation	-6,0	-16,0	-19,4	-6,9	-5,4	-12,1
Emploi de bureaux	0,6	-2,2	-3,3	-3,2	-3,4	-3,0
Finance et assurances	-6,2	3,3	-4,5	-3,1	-1,9	-1,6
Services professionnels	6,8	-3,8	1,0	0,3	-5,0	-1,9
Soutien aux entreprises et aux bâtiments	-6,0	-8,6	-10,9	-5,1	0,5	-6,3
Information et culture	3,1	7,4	-2,8	-13,6	-6,4	-4,5
Services publics et parapublics	-1,8	-4,9	0,0	7,4	2,8	1,2
Enseignement	-11,1	-6,4	-0,7	10,7	4,3	1,6
Santé et services sociaux	4,8	0,3	2,4	4,7	2,8	2,5

p. Préviation.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Préviation : CMM, 29 mars 2020.

Le tableau sera mis à jour selon le besoin.